

POSITIONS SUR UNE SORTIE EVENTUELLE DE L'EURO

compilation Marie Solange Pasdeloup

Position de Michel Husson

M. Husson brosse un diagnostic de la situation actuelle, qui fait consensus à gauche : la monnaie unique, créée sans aucun mécanisme de transfert (budget limité, interdiction à la BCE de financer les déficits ...), rend impossible tout ajustement de taux de change et met en place un mécanisme infernal, à partir du moment où les taux d'inflation se mettent à diverger, ce qui était inévitable compte tenu des différences structurelles entre les économies de la zone euro. Ceci entraîne des pertes de compétitivité et vu l'impossibilité de compenser, fait éclater la crise des dettes souveraines. Sous cette crise, se profile une crise de la rentabilité qui accentue la divergence des économies nationales. Cette situation inextricable a généré une « thérapie de choc », dont l'irrationnalité apparente cache un autre objectif : réduire le coût du travail, démanteler les systèmes de protection sociale et de négociation collective et en dernier lieu, rétablir le taux de profit. Malgré les dégâts générés par cette politique, elle est adoptée et conduite sans trêve par les institutions, au service du capital financier. A partir de cette analyse, deux possibilités se dégagent : la refondation ou la sortie (possiblement sèche) de l'euro.

M. Husson liste les erreurs stratégiques que serait une sortie « sèche » de l'euro :

En sortant de l'euro, un pays (France ou autre) donnerait aux marchés financiers un moyen de pression très fort au travers de la spéculation sur la nouvelle monnaie et déclencherait un cycle inflation/dévaluation qui empêcherait toute tentative de politique alternative. Il se prive par ailleurs d'un moyen de pression décisif, en menaçant de sortir, dans la lutte contre les institutions européennes.

Le pays sortant renonce à tout projet de refondation alors que la légitimité de cette sortie devrait être la recherche d'un projet coopératif pour l'Europe

En inversant les fins (une autre politique) et les moyens (sortir de l'euro), ils ne se démarquent pas nettement du positionnement du FN, au lieu de dire quelle alternative découle de la sortie de l'euro. Pour être cohérent, un programme de gauche de sortie de l'euro doit énoncer premièrement ses objectifs, par exemple, un changement radical dans la répartition des revenus et ensuite démontrer que cela n'est possible qu'en sortant de l'euro.

Position de Pierre Khalfa (Fondation Copernic)

Il ne suffit pas de sortir de l'euro et de l'UE pour rétablir la souveraineté populaire (démocratie). Ce sont les Etats, dirigés par une oligarchie politico financière qui font l'Europe telle qu'elle est et l'euro qui en est l'instrument. Les états nationaux ne sont plus sociaux car le compromis institutionnel entre les classes a sauté : ils sont devenus néolibéraux. Sortir de l'euro ne changera pas la donne et n'est pas forcément le préalable automatique et suffisant à toute politique progressiste. Il faudrait donc adopter une politique de rupture, certes unilatérale mais non compétitive, ce qui pourrait susciter le ralliement d'autres pays (par le biais de la pression exercée par les peuples). On arriverait ainsi à réorienter la construction actuelle de l'UE. On pourrait par exemple enjoindre à la BCE de financer les déficits publics par la création monétaire. Cela pourrait se faire indirectement en utilisant comme intermédiaire un établissement public de crédit comme la Caisse des dépôts en France. Il faut donc désobéir aux traités, ce qui conduit à une partie de bras de fer avec les institutions européennes dont l'issue n'est pas connue (cela pourrait être une sortie de l'euro). Mais contrairement à une sortie de l'euro comme projet politique à priori, il y a là l'espace pour une refondation de l'UE sur d'autres bases. Cela vaut la peine d'être tenté.

Position de Jacques Sapir

La faute de la récession actuelle, qui a commencé dès les années 2000, est imputable à l'euro qui est central dans les difficultés que connaît l'Europe. L'Allemagne qui ne voulait pas de l'euro, a imposé ses conditions pour renoncer au mark : 1) un euro fort (dans la ligne du mark – car cela ne gêne pas l'Allemagne dont les exportations très spécifiques ne sont pas impactées contrairement aux autres pays d'Europe) 2) une BCE indépendante, ne pouvant financer les Etats et seulement gardienne de l'inflation. Depuis, l'Allemagne, par la politique sociale

qu'elle a conduite depuis 2002 (réformes Schroder, Harz IV, qui par une limitation drastique des salaires, a « exporté » aux autres pays, ses 4 à 5 millions de chômeurs, par le biais du différentiel des coûts salariaux, et donc d'une dévaluation compétitive indirecte) a continué à impacter la politique économique européenne. Une dissolution de l'euro aurait des retombées positives pour l'économie de l'Europe du sud et de la France, grâce aux dévaluations (cf l'étude parue sur le site de la fondation Res publica). Plus ou moins positives (de 8 à 20%) selon le caractère plus ou moins coopératif de la dissolution, et les politiques économiques menées à la suite (moins de chômage, rééquilibrage des régimes retraites et sécu). Le réajustement des compétitivités serait également positif pour l'Allemagne du fait de la meilleure santé économique des pays européens, ses clients. Les inconvénients seraient limités sur l'inflation. L'euro disparu, les dettes nationales seraient libellées dans les monnaies nationales. Un contrôle des capitaux serait nécessaire, ce qui contribuerait à la définanciarisation de l'économie et à la lutte contre la spéculation, permettant aux banques centrales de viser des objectifs de parité. Une fois celles-ci atteintes, un système de fluctuation coordonnées des monnaies, comme au temps de l'écu, pourrait être mis en place. Ceci déboucherait sur une monnaie commune qui s'ajouteraient aux monnaies existantes utilisées pour l'ensemble des transactions. Cette monnaie pourrait devenir à terme un instrument de réserve. Ainsi la dissolution de l'euro pourrait conduire au retour de l'europe dans l'économie mondiale.

Contre argument de P. Khalfa

La dévaluation présentée comme positive par J. Sapir pourrait conduire aux cycles de dévaluations compétitives du passé sans mettre un terme au néolibéralisme et au moins de solidarité. Ceci générera une escalade de politiques économiques non coopératives, avec plus de dumping social et fiscal, et avec pour conséquence, plus de tensions sociales, faisant le jeu de l'extrême droite.

Contre argument de M. Husson

J.Sapir – et F. Lordon qui reprend le même argument - invoque « un fait de droit international » en disant que la dette, émise dans des contrats de droit français qui stipulent que « la dette sera remboursée dans la monnaie ayant cours dans notre pays ». Les deux économistes font eux aussi de l'angélisme en pensant que les créanciers se plieront à ce qui équivaut à une annulation de la dette française, du montant correspondant à celui de la dévaluation.

D'autre part, J. Sapir minimise le risque de spéculation forcenée contre une monnaie sortie de l'euro, grâce au recours à un contrôle des capitaux très strict. Mais ce contrôle, s'il empêche les capitaux de sortir, ne peut forcer les capitaux à entrer. C'est ce qu'ont vécu les pays d'Europe du Sud, dont le déficit n'était plus financé par l'apport de capitaux. Or la France sortirait de l'euro avec un déficit commercial de 60 à 70 milliards d'euros.

L'exercice d'évaluation des conséquences d'une dévaluation semble quelque peu acrobatique. Pour exemple, la dévaluation de fait de la livre sterling de 20% n'a pas eu l'effet escompté sur l'économie anglaise.

Modifier le partage de la valeur ajoutée est bien sûr le but souhaitable et visé. Mais cet objectif est difficilement compatible avec les effets d'une dévaluation : le blocage des salaires envisagé risque d'être une arme à double tranchant

Position de Frédéric Lordon

Illusoire de penser que l'on va passer d'un euro austéritaire à un euro progressiste et social. Pourquoi ? L'euro a été créé par les marchés financiers et pour eux. 2) Tout projet de transformation équivaut à un démantèlement du pouvoirs des marchés financiers 3) ceux-ci ne laisseront pas faire et, si toutefois cela arrivait, on assisterait à un déchaînement des attaques spéculatives qui tuerait le projet dans l'œuf et aboutirait à la seule issue possible : le retour aux monnaies nationales. La « gauche qui continue à y croire » n'a d'autre choix que l'impuissance ou cette issue non désirée et catastrophique car survenant dans le plus grand désordre.

F. Lordon regrette que la gauche se braque contre l'idée de souveraineté populaire, qui pour lui est l'autre nom de la démocratie (dans ce déni, F. Lordon voit une des raisons de l'avancée du FN). Toute la « matière gouvernable » (politique monétaire, politique budgétaire, niveau d'endettement public, financement des déficits) a été sortie de la délibération et décision collective pour être enfermée dans les traités inamovibles. Et ce n'est pas le système envisagé des euro-obligations, avec leur sophistication financière, qui va changer quoique ce soit. On se demande en effet pourquoi l'Allemagne consentirait à entrer dans le mécanisme de solidarité financière d'une dette mutualisée et se trouverait donc contrainte de payer « pour les pouilleux d'Europe du Sud » sans exiger un droit de

regard drastique et permanent sur ses « partenaires » européens, additionné d'une mise sous tutelle (d'une troika institutionnalisée) au moindre écart. Ceci déboucherait sur une neutralisation générale des souverainetés ... à l'exception de la souveraineté allemande ! L'Allemagne tire de son histoire monétaire des obsessions que les autres pays européens ne sont pas obligés de suivre et de faire leur (c'est pourtant ce qui s'est passé et continue à se passer). Il faudrait que l'inflation, la dévaluation, le creusement des déficits dont certains pays ont besoin, redeviennent l'objet de délibération démocratique, ce qui ne peut être le cas dans le cadre des traités actuels.

F. Lordon propose la création d'une monnaie commune, d'un euro doté de représentants nationaux (non convertibles entre eux ou à l'extérieur). Les convertibilités passent par une nouvelle BCE qui fait office de bureau de change mais n'aurait pas pouvoir de politique monétaire, ce dernier étant rendu aux banques centrales nationales. La convertibilité externe, réservée à l'euro, s'effectue comme d'habitude sur les marchés des changes internationaux, à taux fluctuants, mais via la BCE qui est le seul intervenant pour le compte des agents publics ou privés européens. En revanche, la convertibilité interne, celle des représentants nationaux de l'euro entre eux, s'effectue au seul guichet de la BCE et à des parités fixes, politiquement décidées. Ce système permet aux pays qui en ont besoin de dévaluer, dans le cadre d'une négociation interétatique et peut forcer certains pays à réévaluer dans le cas d'une monnaie qui s'apprécierait de façon trop prononcée (système se rapprochant de l'International clearing union proposée par Keynes en 1944). Quid de la dette extérieure qui se renchérirait du taux même de la dévaluation ? Mais 85% de la dette française a été émise sous contrat de droit français et serait relibellée en euro-francs, par conséquent sans aucun effet à la suite d'une dévaluation.

Puisque les conditions d'avènement d'une souveraineté populaire supranationale semblent lointaines, le réalisme commande d'en rabattre sur « l'ambition européenne » ce qui ne signifie pas l'abandonner, notamment dans les domaines extra-économiques. Quant à la réflexion économique, la conduire selon d'autres modalités : pas à 27, et avec des pays avec lesquels les compatibilités existent, notamment en matière de modèle social, de préoccupation environnementale et de grandes lignes de la pensée économique ... les critères de convergence n'étant bien sûr pas ceux de Maastricht ! Il est certain que le retour forcé aux monnaies nationales sonnant comme un échec aura un effet dépressif qui pèsera sur tout projet de relance européenne. Mais cela sera largement fonction de la façon dont on sort de l'euro. Poser le projet de monnaie commune comme objectif et horizon d'une volonté politique d'un certain nombre de pays européens peut changer la donne. Car tous les progrès que note la gauche dans la construction européenne ne sont que cautères sur jambe de bois car ils ne s'en prennent pas au cœur de cette construction : en l'état actuel des choses, seuls restent possibles la fuite en avant ou une rupture qui risque d'être douloureuse.

Contre argument de M. Husson

Pourquoi l'Allemagne accepterait-elle l'appréciation de sa monnaie et les dévaluations des autres pays, et selon quels critères la négociation interétatique pronée par F. Lordon réussirait-elle à d'accorder sur une nouvelle grille de parités ? Les propositions de F. Lordon supposent un minimum de volonté de coopération et de coordination qui semble hors de portée. Toutefois, il veut y croire mais si certains doutes l'assailgent ! Finalement il semble pencher du côté de la sortie « sèche » de l'euro même si c'est à regret.

Position de Cedric Durand

L'UEM représente une dédémocratisation (régime autoritaire – défaillance des intellectuels dans la création du projet européen) - création d'un centre/périmétrie, d'un nouveau type d'empire - – importance de la Grèce comme laboratoire – violence structurelle

Crise de l'euro générée par l'euro lui-même : la France voulait la création de l'euro afin de ramener l'Allemagne à l'ouest et la détourner de ses pensées esteuropéennes liées à la réunification – l'Allemagne, guère tentée par l'expérience a toutefois accepté en imposant ses conditions : un euro fort, une BCE indépendante et l'économie sociale de marché (plus tard confirmé dans le modèle allemand établi par Schroder) qui est le contraire d'une politique sociale et conduit à la mort du système social européen

Position de C. Durand : celui se dit eurooptimiste de gauche jusqu'à la crise. Celle-ci et surtout la façon dont elle est gérée en Europe (incapacité à apporter des solutions – gestion la plus mauvaise partout au monde – lenteur des décisions et retournements) le conduit à une réflexion qui débouche sur un repositionnement Peut-être y a-t-il là

une occasion à saisir pour la gauche. Fragilité du fait du manque de substance sociale : à corriger – pas de légitimité politique pour faire un transfert de richesse (par l'intermédiaire notamment des rachats de dette par la BCE)

Il faut donc bâtir un corpus de gauche : 1) rupture avec la néolibéralisme 2) financement social de l'emploi, socialisation des banques ... ce qui conduit à une rupture de l'UEM 3) crise politique probable aux niveaux nationaux qui pourrait déboucher sur un rebond international

Pour mémo

La position du FN

La modification des termes utilisés par Marine Le Pen, aux consonances plus nationales et socialistes que celles de son père, ne fait pas oublier les attaches ultralibérales qu'elle a conservées, du programme de son père
Le site internet donne la position du FN sur l'euro. Il est important de distinguer la phraséologie des finalités (clairement exprimées)

Phraséologie : l'Europe souffre d'un déficit démocratique car elle s'est faite sans les peuples ... la monnaie doit être remise à sa place comme un outil l'euro était condamné dès sa naissance (Milton Friedman est appelé à la rescoufle pour justifier le propos) et son bilan est désastreux. Il faut refuser les plans d'austérité. Il faut préparer avec les partenaires européens l'arrêt de l'euro et le retour **BENEFIQUE** aux monnaies nationales. La fin ordonnée de l'euro est la condition de la renaissance économique de la France...

Les principes et finalités : il faut que la contribution nette de la France au budget européen soit nulle. Il faut mettre son veto aux inutiles et ruineux plans de renflouement des pays ... car **l'argent des français doit rester aux français**. Pour accompagner la sortie de l'euro, un ministère des souverainetés devra prendre en charge techniquement et juridiquement le renégociation des traités (?) et la restauration des souverainetés nationales, notamment monétaire, au niveau de l'Europe et en France. Cela s'accompagnera du contrôle des mouvements et spéculation des capitaux. La réintroduction du franc ira de pair avec le retour des prérogatives de la banque de France et la nationalisation partielle tant que nécessaire des banques de dépôt. Taxation exceptionnelle des actifs extérieurs libellés en euros détenus par les banques pour compenser les coûts pour l'état de sa dette résiduelle en euro, si celui-ci existe encore.

Le FN fait de la sortie de l'euro l'axe principal de son programme et cela provoque quelques « frottements » avec les argumentaires de gauche pronant la sortie de l'euro (cela s'était déjà produit au moment du vote du TCE). Ceci n'est pas une raison pour que la gauche renonce mais il faut avoir cela présent à l'esprit. Toutefois, le renoncement chez cette dernière à un projet européen fort pourrait devenir gênant et renforcer les risques d'amalgame.

Les avantages de l'Allemagne à rester dans l'euro

C'est principalement en Europe et dans la zone euro que l'Allemagne recycle ses gigantesques excédents commerciaux (entre 2000 et 2013, en net, cela représente 4180 milliards d'euros, soit 155% du PIB allemand). Cet argent a été placé soit sous forme d'investissements directs soit sous forme d'investissements de portefeuille (dont achat de titres de dette publique). 83 % a été placé en Europe, et 60% dans la zone euro. Le jeu des paradis fiscaux notamment le Luxembourg et l'Irlande) opacifie les choses car les fonds qui y passent n'y restent pas. L'Allemagne a donc un intérêt vital à la survie de l'euro. Le retour aux monnaies nationales et les dévaluations qui s'en suivraient dévaloriseraient considérablement ce patrimoine. Même si le commerce extérieur allemand est de plus en plus tourné vers le monde (74% de son excédent commercial provient désormais des échanges réalisés avec des pays extérieurs à l'UE, contre 35% en 2007), les excédents sont investis en Europe, car cela représente un placement de sécurité et de proximité pour un pays vieillissant, et de plus l'Allemagne a la main sur la construction européenne et l'évolution économique de ses voisins. Toutefois le fait pour l'Allemagne de prôner une politique européenne d'austérité avec les risques que cela fait courir ressemble au fait de se tirer une balle dans le pied.